

LE DEVOIR

Libre de penser

BILAN CINARS

Pour en finir avec la surenchère culturelle

25 novembre 2014 | Frédérique Doyon | Actualités culturelles



Photo: Maxyme G. Delisle

Le spectacle *Yellow Towel*, de la chorégraphe Dana Michel, était présenté dans le cadre de la Biennale le 21 novembre.

La 16e édition de CINARS, Conférence internationale sur les arts de la scène, a une fois de plus battu des records de participation (voir encadré). On en profite pour revenir sur l'un des six ateliers proposés aux 1500 diffuseurs, producteurs, agents et artistes participants de cet important marché, *La surenchère culturelle : causes, impacts pistes de solution*.

Le sujet, traité sous forme de dossier au *Devoir* en avril dernier, a provoqué le débat. Personne ne souhaite associer la richesse de l'offre culturelle québécoise à un problème. « *Je dirai plutôt que le foisonnement de l'offre est une preuve éclatante de l'importance de l'art dans notre société* », a dit David Lavoie, directeur général du Festival TransAmériques et un des quatre intervenants de l'atelier.

Pour Gérald Grandmont, professeur associé à HEC Montréal, « *si nous avons eu beaucoup d'imagination pour soutenir l'offre, nous avons séché quant aux manières de développer la demande* ». Le maillon faible de notre politique culturelle nationale, selon lui. Dans un contexte où la consommation culturelle est à la baisse, « *il est devenu urgent qu'un virage majeur s'opère sans quoi ce sont les organisations culturelles qui deviendront déficitaires* ».

Pistes de solution

En guise de pistes de solution pour développer ce public, il propose d'accentuer certains réflexes déjà engagés, soit : se tourner encore plus vers les nouveaux territoires que sont l'école, la santé, la famille ; développer au CALQ des mesures de soutien à la diversification des pratiques professionnelles en ce sens ; se rapprocher des municipalités pour le financement ; multiplier les formules de parrainage (tarifs préférentiels certains jours, clubs de mécènes), et injecter des fonds publics dans le soutien de la demande.

Les critères de la qualité artistique, de la diffusion de l'oeuvre et de la saine gestion des organismes « *sont désormais insuffisants pour déterminer quels artistes nous devons soutenir* », à l'heure où plusieurs générations d'artistes se bousculent aux portes des conseils des arts, a souligné M. Lavoie.

Sans proposer de solution, il signale les réalités à considérer dans la réflexion : la montée du financement privé qui tend à déplacer le rôle politique de l'art vers sa fonction économique, la forte concurrence qui existe au sein de la communauté artistique, alors portée à cultiver la nouveauté et à s'atomiser, la médiation artistique qui a avalé une bonne part des enveloppes budgétaires.

Il trouve surtout stimulante la réflexion autour des nouveaux modèles de gestion qui jusqu'à présent, « *apparaît malheureusement comme une solution d'austérité à l'égard des nouvelles générations artistiques. [...] C'est un vaste chantier sur les modes de gestion que nous devons plutôt mettre en oeuvre, pour vitaliser nos communautés artistiques* ».